



CHAPITRE 158

CHAPTER 158

Loi modifiant la Loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup

An Act to amend the Act respecting education in the city of Rivière-du-Loup

[Sanctionnée le 11 février 1959]

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles de la cité de Rivière-du-Loup, dans le comté de Rivière-du-Loup, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles, et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu que la taxe d'éducation de un (1%) pour cent ne suffit plus à rencontrer ces exigences;

Attendu que les commissaires sont d'avis qu'il y aurait lieu de leur accorder une indemnité pour frais de représentation vu le temps considérable et le travail maintenant requis d'eux à la suite du développement de la commission scolaire;

Attendu qu'il y a lieu en conséquence, de modifier la loi 14 George VI, chapitre 96, intitulée: "Loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup"; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1950,
c. 96, a. 1,
rempl.

1. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 96, est remplacé par le suivant:

Taxe d'éducation autorisée.

"1. Les commissaires d'écoles peuvent imposer, par règlement, et prélever, à compter du premier février 1959, inclusi-

WHEREAS The school commissioners of the city of Rivière-du-Loup have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their schools, and that it has become necessary to increase them;

Preamble

Whereas the education tax of one (1%) per cent is no longer sufficient to meet such requirements;

Whereas the commissioners are of the opinion that they ought to be granted an indemnity for entertainment expenses owing to the considerable time and work now required of them through the development of the school board;

Whereas it is accordingly expedient to amend the act 14 George VI, chapter 96, entitled: "An Act respecting education in the city of Rivière-du-Loup"; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 14 George VI, 1950, c. 96, s. 1, replaced by the following: replaced.

"1. The school commissioners may impose, by by-law, and levy, from the first of February, 1959, inclusive, in addition to the education tax authorized.

vement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas deux (2%) pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou le chauffage, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.

Prélèvement et perception.

Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions sans préjudice de l'alinéa précédent, et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements.

Conventions.

Les commissaires d'écoles sont autorisés à maintenir les conventions existantes ou à en faire de nouvelles avec le ministre des finances de la province pour la perception et la distribution de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Stipulation.

Ces conventions pourront stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Droits transportés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits desdits commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe susdite et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Dispositions applicables.

L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclarée applicable à la taxe imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*."

Frais de représentation.

2. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Rivière-du-Loup, dans le comté de Rivière-du-Loup, sont autorisés à accorder et payer annuellement, à titre de frais de représentation, une compensation n'excédant pas mille deux cents (\$1,200.00) dollars au président et six cents (\$600.00) dollars à cha-

tion to any other tax, a special tax called "education tax" not exceeding two (2%) per cent on the sale or purchase price, retail, except the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating, and telephone service, sold in the limits of the territory.

Levy and collection.

The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions, without prejudice to the preceding paragraph, as the tax collected under the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941, and its amendments.

Agreements.

The school commissioners are authorized to maintain the existing agreements and make new agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection and sharing of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Stipulation.

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Rights transferred.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the said school commissioners respecting the collection of the aforesaid tax and proceedings for infringement of this act.

Provisions to apply.

Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*."

Representation expenses.

2. The school commissioners for the municipality of the city of Rivière-du-Loup, in the county of Rivière-du-Loup, are authorized to grant and pay annually, by way of compensation for representation expenses, a sum not exceeding twelve hundred (\$1,200.00) dollars to the chairman and six hundred (\$600.00) dollars

cun des autres commissaires à compter to each of the other commissioners as
du premier janvier 1959." from the first of January, 1959."

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur
le jour de sa sanction.

3. This act shall come into force on ^{Coming}
the day of its sanction. into force.